

Td4 - Droit des TIC : Les protections juridiques du logiciel

- Le droit d'auteur spécifique au logiciel
- La brevetabilité du logiciel

A – Le droit d'auteur :

1 – Qu'est-ce que le droit d'auteur ? Et comment naît-il ?

Une œuvre, dès qu'elle est originale (prouvable par sa date de création et auteur) est protégée par un droit d'auteur, ce droit protège l'auteur et définit une propriété sur une œuvre. Toutes contrefaçons ou modifications de cette œuvre brisent ce droit et sont donc pénalement répréhensibles.

2 – Quels sont les droits moraux et les droits patrimoniaux caractérisant le logiciel ?

Le logiciel possède tous les droits de propriété (exploitation, reproduction, correction, traduction, modification, vente, location) mais aussi les droits liés à la personne autrice du logiciel et qui ne peuvent pas être cédés ou transférés (respect de l'intégrité de l'œuvre, paternité, retrait de l'œuvre).

3 – Un logiciel **original** étant automatiquement protégé par le droit d'auteur, quel est l'intérêt de son dépôt ?

Bien que le droit d'auteur protège automatiquement les logiciels originaux, il peut être utile de déposer ceux-ci pour :

1. Preuve de la date de création
2. Protection des droits de propriété intellectuelle
3. Facilitation de la commercialisation
4. Facilitation de la licitation
5. Protection contre la contrefaçon

4 – Combien coûte le dépôt de logiciel auprès de : APP, INPI (enveloppe soleau) et Logitas ?

APP :



T. +33 (0)1 40 35 03 03
app@app.asso.fr

TARIFS PERSONNES PHYSIQUES

Tarifs TTC calculés à titre informatif sur la base d'une TVA à 20%

APP-FormF18b-016
Tarifs applicables
à partir du 01/05/2021

ABONNEMENT ANNUEL (PRÉALABLE À L'ACCÈS AUX OFFRES « DÉPÔT PROBATOIRE » ET « ENTIERCEMENT/ESCROW »)		
Accès 24h/24 et 7j/7 à notre plateforme sécurisée : dépôts numériques et physiques, tableau de bord, gestion des cotitulaires, etc.		264€ TTC / an (220€ HT)
+ DÉPÔT PROBATOIRE		
OFFRE DIGITALE	Dépôt numérique Jusqu'à 10 Go et 1000 fichiers par dépôt Archivage légal électronique* inclus dans l'abonnement annuel	216€ TTC (180€ HT)
	Dépôt physique Archivage légal* inclus dans l'abonnement annuel	216€ TTC (180€ HT)
	Dépôt physique vérifié Dépôt physique avec : - Examen du contenu du dépôt physique - Inventaire des fichiers déposés comprenant l'empreinte électronique de chaque fichier - Procès-verbal consignait les vérifications effectuées	À partir de 960€ TTC (800€ HT)
	Dépôt physique contrôlé Dépôt physique vérifié avec : - Examen approfondi du contenu du dépôt physique vérifié - Installation et configuration des environnements d'exécution - Procès-verbal consignait les opérations effectuées	À partir de 4560€ TTC (3800€ HT)
+ ENTIERCEMENT/ESCROW		
OFFRES	Gestion d'une clause d'accès Offre bipartite : l'APP n'est pas signataire du contrat	540€ TTC (450€ HT) / an Nombre illimité de bénéficiaires
	Gestion d'un contrat d'entiercement Offre tripartite : l'APP est cosignataire du contrat	1440€ TTC (1200€ HT) / an Par création

* Données stockées en France et conforme à la norme ISO 27001.

Pour plus de précisions, contactez-nous



T. +33 (0)1 40 35 03 03
app@app.asso.fr

TARIFS PERSONNES MORALES

APP-FormF18b-018
Tarifs applicables
à partir du 01/05/2021

ABONNEMENT ANNUEL (PRÉALABLE À L'ACCÈS AUX OFFRES « DÉPÔT PROBATOIRE » ET « ENTIERCEMENT/ESCROW »)		
Accès 24h/24 et 7j/7 à notre plateforme sécurisée : dépôts numériques et physiques, tableau de bord, gestion des cotitulaires, etc.		830€ HT / an
+ DÉPÔT PROBATOIRE		
OFFRE DIGITALE	Dépôt numérique Jusqu'à 10 Go et 1000 fichiers par dépôt Archivage légal électronique* inclus dans l'abonnement annuel	180€ HT
	Dépôt physique Archivage légal* inclus dans l'abonnement annuel	180€ HT
	Dépôt physique vérifié Dépôt physique avec : - Examen du contenu du dépôt physique - Inventaire des fichiers déposés comprenant l'empreinte électronique de chaque fichier - Procès-verbal consignait les vérifications effectuées	800€ HT
	Dépôt physique contrôlé Dépôt physique vérifié avec : - Examen approfondi du contenu du dépôt physique vérifié - Installation et configuration des environnements d'exécution - Procès-verbal consignait les opérations effectuées	À partir de 3800€ HT
+ ENTIERCEMENT/ESCROW		
OFFRES	Gestion d'une clause d'accès Offre bipartite : l'APP n'est pas signataire du contrat	450€ HT / an Nombre illimité de bénéficiaires
	Gestion d'un contrat d'entiercement Offre tripartite : l'APP est cosignataire du contrat	1200€ HT / an Par contrat

* Données stockées en France. Conforme à la norme ISO 27001.

Pour plus de précisions, contactez-nous
par email à l'adresse app@app.asso.fr ou par téléphone au + 33(0)1 40 35 03 03

Inpi :

Logitas :

Enveloppe Soleau

Preuve de création



Pour dater de façon certaine toute création et en identifier l'auteur.

[Détail de la prestation](#)

✓ Document papier

✓ Courrier postal

À partir de : **15,00 €**

Quantité

1

Ajouter au panier

Contrat de dépôt

Redevance forfaitaire annuelle initiale par logiciel :

2 915 € HT

- ✓ Ouverture du dossier et préparation du dépôt initial avec le responsable (une demi-journée),
- ✓ Prise en compte et contrôle du dépôt dans les locaux du Déposant (une journée),
- ✓ Emission des compte rendu de contrôle du dépôt et certificat de dépôt,
- ✓ Frais de déplacement dans les locaux du Déposant en Ile de France,
- ✓ Frais de conservation des éléments déposés,
- ✓ Mise à jour complémentaire quand celle-ci n'entraîne pas de contrôle ni de déplacement de la part de LOGITAS.

Redevance forfaitaire annuelle par logiciel (à partir de la deuxième année) :

2 225 € HT

- ✓ Prise en compte et contrôle du dépôt dans les locaux du Déposant (une demi-journée),
- ✓ Emission des compte rendu de contrôle du dépôt et certificat de dépôt,
- ✓ Frais de déplacement dans les locaux du Déposant en Ile de France,
- ✓ Frais de conservation des éléments déposés,
- ✓ Mise à jour complémentaire quand celle-ci n'entraîne pas de contrôle ni de déplacement de la part de LOGITAS.

Contrat d'abonnement

Le contrat d'abonnement s'adresse aux Utilisateurs Finaux qui souhaitent recevoir un suivi du contrat de dépôt directement de la part de LOGITAS :

- ✓ Envoi une fois par an des certificats de dépôt concernés et d'un tableau de synthèse s'il y a lieu,
- ✓ Information de l'abonné par lettre recommandée avec accusé de réception en cas de défaillance définitive du Déposant.

Redevance forfaitaire annuelle pour le premier logiciel :

345 € HT

Redevance forfaitaire annuelle par logiciel à partir du second :

245 € HT

Frais complémentaires

- ✓ Intervention additionnelle, y compris pour la modification ou l'adaptation du contrat de dépôt standard LOGITAS : 775 € HT par demi-journée,
- ✓ Frais d'hébergement en hôtel deux étoiles,
- ✓ Frais de déplacement hors Région Ile de France sur la base du kilométrage parcouru et du barème fiscal en vigueur pour un véhicule de 7 CV,
- ✓ Frais et temps de déplacement pour prise en compte de dépôts hors France Métropolitaine, sur devis,
- ✓ Toute demande de remise copie des éléments déposés fera l'objet d'un devis.

Remise de copie d'un dépôt

Frais de remise de copie d'un dépôt à un Bénéficiaire :

2 500 € HT

- ✓ Exécution de la procédure de remise de copie d'un dépôt telle que prévue au contrat standard LOGITAS,
- ✓ Le prix des média contenant les éléments remis et les temps et coûts de copie,

5 – En quoi consiste le **copyright** par rapport au droit d'auteur ?

Le copyright permet de donner des droits afin de copier ou distribuer en grande quantité une œuvre à des fins commerciales mais contrairement au droit d'auteur le copyright ne donne aucun droit sur l'œuvre originale. Le possesseur du copyright doit des redevance au possesseur du droit d'auteur pour chaque vente effectuée.

B – La brevetabilité du logiciel :

1 – Parmi les 6 critères de brevetabilité, quel est le critère principal permettant à un logiciel en tant que tel d'être brevetable ?

Un logiciel est brevetable notamment s'il apporte une solution technique à un problème technique ou s'il permet d'obtenir des effets techniques (exemple : logiciel de contrôle de lumière dans un maison).

2 – Quels sont les arguments des partisans (5) et des opposants (5) à la brevetabilité du logiciel en Europe ?

Arguments avancés par les partisans de la brevetabilité du logiciel en Europe :

1. La brevetabilité du logiciel peut encourager l'innovation et la créativité en offrant une protection juridique aux développeurs de logiciels et en leur permettant de tirer profit de leurs inventions.
2. La brevetabilité du logiciel peut protéger les investissements financiers effectués dans le développement de logiciels et ainsi contribuer à soutenir l'économie de l'Union Européenne.
3. La brevetabilité du logiciel peut aider à protéger les consommateurs contre les copies de

logiciels de mauvaise qualité ou non fiables.

4. La brevetabilité du logiciel peut favoriser la coopération et le partage des connaissances entre les développeurs de logiciels en permettant la création de licences et de partenariats.
5. La brevetabilité du logiciel peut contribuer à établir un système de normes et de règles pour le développement de logiciels, ce qui peut aider à garantir la qualité et la fiabilité des logiciels.

Arguments avancés par les opposants à la brevetabilité du logiciel en Europe :

1. La brevetabilité du logiciel peut entraver la diffusion et l'adoption de nouvelles technologies en limitant l'accès aux inventions brevetées.
2. La brevetabilité du logiciel peut nuire aux petites et moyennes entreprises qui n'ont pas les moyens de défendre leurs brevets ou de payer des licences de logiciels brevetés.
3. La brevetabilité du logiciel peut favoriser les entreprises qui détiennent de nombreux brevets et ainsi entraver la concurrence.
4. La brevetabilité du logiciel peut encourager les litiges et les poursuites en justice, ce qui peut être coûteux et complexe.
5. La brevetabilité du logiciel peut empêcher les développeurs de logiciels de s'inspirer de solutions existantes et de les adapter à de nouvelles applications, ce qui peut freiner l'innovation.

3 – Où en sommes-nous depuis le vote du parlement européen du 06 juillet 2005 sur ce sujet ?

Le 6 juillet 2005, le Parlement européen a adopté une résolution sur la brevetabilité du logiciel en Europe, dans laquelle il a appelé à une interdiction des brevets de logiciels dans l'Union européenne. Cependant, cette résolution n'a pas de valeur juridique et ne constitue pas une loi.

Depuis 2005, la question de la brevetabilité du logiciel en Europe a continué à être discutée et a fait l'objet de décisions de justice importantes. En 2012, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu un arrêt dans l'affaire C-146/10 (SAS Institute Inc. contre World Programming Ltd.), dans lequel elle a statué que les programmes d'ordinateur ne sont pas brevetables en tant que tels en raison de leur nature intellectuelle. Cet arrêt a été confirmé par la CJUE dans l'affaire C-406/10 (Neogeo v. Cedispa), rendue en 2014.

Depuis ces décisions de justice, la brevetabilité du logiciel en Europe a été interdite et les brevets de logiciels ne sont plus accordés dans l'Union européenne. Toutefois, il est possible que cette question continue à être discutée et que des développements ultérieurs interviennent dans ce domaine.

4 – Résumez (en 5 lignes) l'article suivant : « **Brevets de logiciels : Les États-Unis font un petit pas vers l'Europe** » (2014).

La brevetabilité des logiciels ou toutes inventions mise en œuvre sur ordinateur, aux États-Unis restait potentiellement brevetable lorsqu'il n'y avait pas une notion technique mise en œuvre.

Mais depuis 2014, le caractère brevetable d'une innovation mise au point via un ordinateur s'est vu rajouter des conditions, désormais les idées numériques et abstraites ne sont pas suffisantes pour avoir le terme d'innovation. Les revendications se doivent désormais de produire un effet technique à partir de la conception de l'invention et non décrire une méthode de fonctionnement de l'ordinateur. C'est en cette idée là que les États-Unis font un pas vers la visualisation Européenne de la brevetabilité logicielle.